



Informal Ad Hoc Working Group on the Mandate Implementation Review

New York, le 16 septembre 2025

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Distingués co-présidents,

Permettez-moi de commencer par vous adresser nos vives félicitations pour votre nomination en tant que co-présidents. La Suisse se réjouit de travailler sous votre conduite avisée.

Nous remercions le Secrétaire général pour son rapport exhaustif et saluons les progrès réalisés concernant le registre des mandats, qui offrira aux États Membres la visibilité indispensable à l'échelle du système.

La Suisse rappelle que l'action des Nations Unies repose sur trois piliers interdépendants : la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme. Le présent examen doit renforcer ces trois piliers de manière équilibrée et éviter de les traiter isolément. L'examen doit également faire l'objet d'un engagement constructif des États membres, chacun devant être prêt à des concessions afin que l'action de l'ONU soit durable, efficace et en ligne avec les ressources disponibles.

Notre approche s'articulera autour de quatre principes :

Premièrement, la lutte contre les duplications doit être une priorité.

Les mandats constituent un cadre essentiel de l'action onusienne. Mais lorsqu'ils se chevauchent, ils fragmentent le système. Ils doivent au contraire renforcer les pôles d'expertise existants — par exemple dans les domaines de la santé, de l'action humanitaire ou des droits de l'homme— où les connaissances et les capacités sont déjà concentrées. Pour cela, la compétition intra et interinstitutionnelle doit être évitée et les capacités de base des entités correctement financées.

Deuxièmement, s'appuyer sur ce qui fonctionne.

L'examen quadriennal complet des politiques (QCPR) illustre la manière dont les États Membres peuvent fournir des orientations de principe sans rouvrir les mandats individuels. La réforme du système de développement des Nations Unies qui en a découlé prouve que des orientations claires permettent de réaligner le système et de produire des résultats. De même, les services d'appui fonctionnels devraient être consolidés, mutualisés et renforcés, et non démantelés. Les mesures envisagées doivent viser une efficacité sur le long-terme et sur des analyses coûts-avantages solides.

Troisièmement, les mandats doivent être tournés vers l'avenir.

Ils doivent être clairs, cohérents et suffisamment dotés en ressources pour être crédibles et efficaces. Mais ils doivent aussi anticiper les défis de demain et bénéficier des avancées technologiques et de l'interaction entre science et diplomatie.



Quatrièmement, la responsabilité des États Membres.

En définitive, il nous appartient d'assurer la cohérence du système — à l'Assemblée générale comme dans les organes directeurs des institutions spécialisées. Tout en respectant pleinement leur autonomie, nous devons agir de manière cohérente dans l'ensemble des instances auxquelles nous participons. Cela signifie également que l'examen doit dépasser le seul Secrétariat et porter sur l'ensemble du système des Nations Unies.

Une occasion unique de repenser et de renforcer le système s'offre à nous. La Suisse est prête à travailler de manière constructive avec toutes les délégations afin que cet examen apporte des améliorations concrètes. La Suisse est déterminée à continuer à offrir le plein soutien de Genève, un lieu inclusif, d'innovation, de développement numérique et de prospective scientifique qui permettra d'accroître l'efficacité de l'ONU dans son ensemble.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Distinguished Co-Chairs,

Allow me to begin by extending our warmest congratulations on your appointment as Co-Chairs. Switzerland looks forward to working under your wise leadership.

We thank the Secretary-General for his comprehensive report and welcome the progress made on the mandate registry, which will provide Member States with much-needed visibility across the system.

Switzerland recalls that the work of the United Nations is based on three interdependent pillars: peace and security, development, and human rights. This review must strengthen these three pillars in a balanced manner and avoid treating them in isolation. The review must also be the subject to constructive engagement by Member States, each of which must be prepared to make concessions so that the UN's work is sustainable, effective, and in line with available resources. Our approach will be based on four principles:

First, combating duplication must be a priority.

Mandates are an essential framework for UN action. But when they overlap, they fragment the system. Instead, they should reinforce existing areas of expertise—for example, in the fields of health, humanitarian action, or human rights—where knowledge and capacity are already concentrated. To this end, intra- and inter-institutional competition must be avoided, and the core capacities of entities must be adequately funded.

Second, build on what works.

The Quadrennial Comprehensive Policy Review (QCPR) illustrates how Member States can provide policy guidance without reopening individual mandates. The resulting reform of the United Nations development system proves that clear guidance can realign the system and produce results. Similarly, functional support services should be consolidated, shared, and strengthened, not dismantled. The measures envisaged must aim for long-term efficiency and be based on sound cost-benefit analyses.

Third, mandates must be forward-looking.

They must be clear, coherent, and adequately resourced to be credible and effective. But they must also anticipate tomorrow's challenges and benefit from technological advances and the interaction between science and diplomacy.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

Fourth, the responsibility of Member States.

Ultimately, it is up to us to ensure the coherence of the system — in the General Assembly as well as in the governing bodies of the specialized agencies. While fully respecting their autonomy, we must act coherently in all the bodies in which we participate. This also means that the review must go beyond the Secretariat alone and cover the entire United Nations system.

We have a unique opportunity to rethink and strengthen the system. Switzerland is ready to work constructively with all delegations to ensure that this review brings about concrete improvements. Switzerland is determined to continue to offer the full support of Geneva, a place of inclusiveness, innovation, digital development, and scientific foresight that will increase the effectiveness of the United Nations as a whole.

Thank you.